



## ROYAUME DE BELGIQUE

XI<sup>ème</sup> session de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Débat général thématique - Le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut du Rome : les défis à venir

La Haye, le 14 novembre 2012

---

Madame la Présidente de l'Assemblée,  
Mesdames, Messieurs les Représentants de la Cour,  
Mesdames, Messieurs les distingués Délégués,

Pour la première fois cette année, le débat général ouvrant la session annuelle de l'Assemblée des Etats parties s'est vu attribuer un thème. Ce thème est « Le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut du Rome : les défis à venir ».

Pour la première fois également cette année, les Etats souhaitant intervenir au débat général ont été invités à le faire par écrit plutôt qu'oralement, afin d'éviter qu'un segment trop long de la session de l'Assemblée n'y soit consacré, réduisant le temps disponible pour les questions essentielles à l'ordre du jour de la session. La Belgique a donc décidé de poster la présente intervention écrite sur le site prévu à cet effet et exprime sa reconnaissance au Secrétariat de l'Assemblée pour lui avoir offert cette opportunité.

La Belgique se joint néanmoins à l'intervention faite oralement par la délégation de Chypre au nom de l'Union européenne pour réitérer à la Cour son plein et entier soutien dans la mission qui lui est confiée de punir les responsables et rendre justice aux victimes des crimes les plus graves touchant la communauté internationale toute entière.

La Belgique félicite par ailleurs le procureur adjoint nouvellement élu et assure de lui apporter tout le soutien dont il aura besoin dans l'exercice de ses fonctions.

Madame la Présidente,  
Mesdames, Messieurs,

Cette importante mission confiée à la Cour par le Statut de Rome est en réalité partagée entre la Cour et les 121 Etats parties au Statut de Rome qui participent, ensemble, à un système de lutte contre l'impunité à vocation universelle se situant tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, par l'instauration du principe de complémentarité de la Cour à l'égard des juridictions pénales nationales.

Obligés à mettre en œuvre le Statut de Rome dans leur législation nationale afin, notamment, de rendre compétentes leurs autorités judiciaires pour poursuivre les crimes énumérés par le Statut, les Etats sont également tenus, en vertu du Statut de Rome, de coopérer avec la Cour dans le cadre de ses enquêtes et poursuites.

La Belgique voudrait, à l'occasion de ce débat général thématique, souligner ce qu'elle considère comme l'un des défis les plus importants pour les années à venir : celui de la coopération des Etats avec la Cour.

Comme le rappelait encore le Président de la Cour, le Juge Song, devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 1<sup>er</sup> novembre dernier, « Sans l'assistance des Etats, la Cour ne peut remplir son mandat efficacement. »

Si les exemples de coopération entre les Etats et la Cour sont nombreux et la bonne volonté des Etats bien souvent manifeste, trop de cas encore sont à déplorer où le manque de coopération paralyse certaines actions de la Cour et l'empêche d'agir ou ralentit excessivement son action.

Madame la Présidente,  
Mesdames, Messieurs,

On ne le dira jamais assez : « Justice delayed is justice denied ».

La Belgique est disposée à partager, avec les Etats qui le désirent, sa longue expérience de coopération avec les juridictions pénales internationales allant des tribunaux *ad hoc* aux tribunaux hybrides jusqu'à la Cour pénale internationale.

Loin d'être un défi insurmontable, la coopération avec la Cour exige cependant qu'une série de dispositions soient prises au plan national non seulement pour faciliter les contacts entre les autorités nationales compétentes, d'une part, et les différents organes de la Cour, d'autre part, mais aussi pour accélérer ces procédures. Dans cette optique, la Belgique se permet de recommander fortement l'instauration par chaque Etat partie d'une autorité centrale chargée de la coopération avec la Cour. Cette recommandation est d'ailleurs reprise dans les recommandations formulées aux Etats dans le résumé du workshop sur la coopération organisé par le facilitateur sur le sujet à La Haye le 1<sup>er</sup> octobre dernier.

Parmi ces recommandations à l'attention des Etats, la Belgique relèvera encore celle visant à poursuivre les marques de soutien à la Cour au niveau politique et diplomatique ainsi que celles visant à améliorer les mesures d'identification ou de gel d'avoirs émanant de la Cour et le transfert du produit des ces saisies à la Cour, y compris dans le cadre du remboursement des sommes avancées par la Cour au profit de la défense des accusés non indigents.

Madame la Présidente,  
Mesdames, Messieurs,

La Belgique ne peut conclure son intervention sans souligner le fait que cette année du dixième anniversaire de la Cour a été marquée par la délivrance, par la Cour, de son premier jugement en première instance - non encore définitif -, reconnaissant Thomas Lubanga Dyilo coupable de crimes de guerre pour avoir procédé à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de

15 ans et pour les avoir fait participer activement aux hostilités. Il s'agit de la première condamnation par un tribunal international pour un tel crime et cela devrait, nous l'espérons, avoir un effet dissuasif sur le recours aux enfants soldats, véritable fléau pour l'humanité.

La fin de cette première procédure et la fin prochaine d'autres procédures en cours offrent à la Cour un autre défi de taille : celui de la réparation accordée aux victimes.

La Belgique est également aux côtés de la Cour pour l'aider à relever ce défi en finançant cette année encore le Fonds d'aide aux victimes, comme elle le fait chaque année depuis son instauration.